

« Nos démocraties libérales n'ignorent pas l'importance du chef charismatique »

» Le populisme n'est-il qu'un slogan ? Catherine Colliot-Thélène, philosophe et professeur à l'Université de Rennes 1, préconise une utilisation différenciée du terme. Lors des 11èmes rencontres culturelles franco-allemandes en 2018, elle a parlé des menaces que les mouvements et les partis populistes font peser sur les démocraties européennes. L'entretien a été mené par Marie Laubenthal.

Madame Colliot-Thélène, les dernières élections européennes de 2014 ont été marquées par une poussée des partis populistes et europhobes. Le Front National notamment est arrivé en tête du scrutin français. En vue des européennes en 2019, à quoi est-ce que vous vous attendez ?

Je suis incapable de le dire pour l'instant. En Allemagne, je crains fort que le fait que l'AFD ait gagné un soutien considérable à l'échelle nationale ne se répercute au niveau des élections européennes. En France, une fois le danger passé, les journalistes, les hommes politiques ainsi que les analystes semblent oublier la montée du vote d'extrême droite. Cela a été le cas à l'issue de l'élection présidentielle, tout comme lors des élections régionales deux ans auparavant. Or, ce vote ne cesse d'augmenter depuis deux décennies.

Quels sont les éléments déclencheurs de ce succès ?

Les causes des succès de l'extrême droite europhobe sont plurielles, et en partie distinctes selon les couches sociales. Mais il y a surtout deux raisons majeures : premièrement, un mécontentement général, face à la précarisation et au déclasserement social. Deuxièmement, la pression migratoire. Je ne pense pas que d'ici 2019, la politique d'Emmanuel Macron, qui tend actuellement à accentuer la précarisation du travail, aura le temps de démontrer ses éventuels bienfaits. S'agissant de l'immigration, on sait que le phénomène va durer. Le gouvernement français actuel semble vouloir battre l'extrême droite en partie sur son propre terrain, en affichant une politique répressive. Or, ils ne pourront jamais être suffisamment répressifs pour satisfaire les électeurs du Front National. C'est pour cela que pour 2019, je suis plutôt pessimiste – et j'espère que je me trompe.

Dans le cadre des rencontres culturelles franco-allemandes 2018 à Fribourg, vous êtes intervenue au sujet de la montée populiste en Europe. Lors de la discussion, vous avez appelé à la déconstruction de la notion du 'populisme'. Quel serait donc, selon vous, le terme le plus approprié pour décrire ce phénomène ?

Je ne vais pas pouvoir vous répondre. Je pense aussi que l'on ne peut pas l'éviter, il appartient au vocabulaire journalistique aujourd'hui et nous comprenons qui sont les partis et mouvements visés quand le terme est utilisé. Aujourd'hui de plus en plus fréquemment, le terme tend à être utilisé, non pas uniquement, mais avant tout pour désigner des partis d'extrême droite, c'est-à-dire des partis qui défen-



© Shutterstock

Il était considéré comme un chef charismatique : Charles de Gaulle

dent un nationalisme identitaire et qui sont xénophobes. Mais il y a un usage plus large qui fait qu'on y englobe des partis tels que Podemos, Syriza ou le parti de Mélenchon en France. A partir du moment où l'on donne au terme cette extension, les critères qui font l'unité du phénomène n'existent pas – sinon le fait que ce sont des partis qui se sont développés hors du cadre politique auquel nous avons été habitués pendant plusieurs dizaines d'années. Donc je ne peux pas vous proposer un autre terme. C'est par rapport aux tentatives de théoriser le concept que j'ai des objections. Quant à l'usage ordinaire, il faut tout simplement le spécifier en contexte.

Lors des dernières élections en Hongrie, en Pologne ou en Turquie, des stratégies dites 'populistes' ont été employées afin de légitimer des régimes autoritaires. Quels sont, selon vous, les principaux atouts de leaders comme Orbán ou Erdogan ?

Je ne mettrais pas la Turquie dans le même panier, parce qu'elle demande des explications spécifiques. En ce qui concerne la Pologne et la Hongrie, ce sont des pays dont l'histoire post 1945 comporte des éléments communs. Contrairement à des pays comme la France ou l'Espagne, ce sont des pays qui ont une population largement homogène. Depuis la Première Guerre mondiale, ils n'ont plus été habitués à l'étranger – qui a été le Turc en Allemagne ou le Maghrébin en France. La deuxième raison réside dans le fait que le sentiment d'appartenance nationale a été écrasé, humilié sous l'influence du régime soviétique. Donc il y a dans ces pays un sentiment nationaliste très vif qui ne devrait pas nous étonner. Il y a un troisième élément : les pays qui ont fait partie de l'URSS n'ont pas la tradition de l'Etat de droit. Il y a certes eu des revendications de libertés contre le régime soviétique, mais une partie importante de la population n'a pas cette culture de démocratie libérale.

En tant que chercheuse vous avez beaucoup travaillé sur la pensée de Max Weber. Le sociologue allemand distingue trois types de domination, dont celui du leadership charismatique. Aujourd'hui, si on considère la montée du populisme en Europe, il semble que les électeurs sont davantage séduits par la personnalité et le charisme d'un politicien que par des choix rationnels, logiques, voire bureaucratiques. Comment expliquez-vous cet attachement des électeurs à la personne, plutôt qu'au programme qu'elle incarne ?

Nos démocraties, y compris nos démocraties libérales, n'ignorent pas l'importance du chef. De Gaulle en était un exemple. A son propos, certains ont utilisé l'expression wébérienne de chef charismatique. La place pour un chef charismatique est en quelque sorte inscrite dans la Constitution française de 1958, et, à chaque élection présidentielle, on voit réapparaître l'importance du chef. Sur le plan émotionnel, ça marche plus ou moins bien selon les cas de figure. On ne peut pas dire de François Hollande que c'était un chef charismatique, cela pourrait se discuter s'agissant d'Emmanuel Macron. Ce n'est donc pas un phénomène spécifique des gouvernements autoritaires. Mais dans des cas comme la Hongrie ou la Turquie, vous avez aussi des phénomènes assez classiques d'appropriation du pouvoir politique par le chef d'un parti, et ce à travers des tentatives de neutraliser les opposants, d'empêcher qu'ils se manifestent, notamment en les condamnant. Et cela n'implique pas forcément que le chef en question soit un leader charismatique.

Mais une politique qui est autant centrée sur un seul chef, est-ce donc une réponse nécessaire à la volonté de la population ou est-ce une menace pour la démocratie ?

Les personnes qui défendent un concept radical de la démocratie sont extrêmement méfiantes à l'égard du pouvoir personnel. La menace résiderait dans le fait que les dirigeants politiques utiliseraient uniquement leur charisme pour s'assurer du soutien de la population. Lorsque Max Weber a évoqué la démocratie plébiscitaire des chefs, c'était pour s'opposer au poids de la bureaucratie. Il y voyait un moyen de contourner la bureaucratisation de l'Etat et des partis. Car les électeurs et la base des partis politiques n'avaient en réalité plus leur mot à dire dans le choix des dirigeants ou des candidats aux différents postes. C'était donc pour rendre du pouvoir à la base. Il souhaitait passer par-dessus les appareils, ce que pouvait rendre possible un personnage qui réussissait à mobiliser l'enthousiasme des masses. Mais Weber était parfaitement conscient de la dimension démagogique du phénomène. Il donne au leader charismatique un cadre démocratique, et souhaite le savoir encadré par toute une série d'institutions, notamment par un parlement qui a les moyens, à travers des commissions parlementaires ou encore la liberté de la presse, d'exercer une véritable influence et un véritable contrôle sur la politique gouvernementale.

Dans la définition de Weber, le leader charismatique a donc une dimension démocratique et il ne s'oppose pas aux institutions démocratiques. Il en va tout autrement là où des gouvernements s'en prennent à la liberté de la presse ou à l'indépendance de la justice, comme c'est le cas en Pologne aujourd'hui.

Peuples et populisme de Catherine Colliot-Thélène et Florent Guénard est paru aux éditions PUF en 2014.